



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale (FSAS-CGTG)

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre
0690.28.19.86
fsas.cgtg@laposte.net
www.veyatifsascgtg.org



DECLARATION FEDERALE – 23 Juillet 2022

Des attermolements politiques autour de la réintégration des suspendus !

Sur un terrain plat, de simples buttes font l'effet de collines ; aussi peut-on mesurer l'aplatissement de la bourgeoisie contemporaine d'après le calibre de ses esprits forts.

Karl MARX

Au préalable, la FSAS note que la nouvelle configuration de l'Assemblée Nationale semble offrir un espace de débat contradictoire, au contraire du chapelet de Député Marconistes qui siégeaient majoritairement sous l'ancienne mandature juste pour valider les inepties gouvernementales.

Mais cette fin de semaine était d'un rocambolesque que seule la vacuité politique en est digne. **Comment une évidence peut-elle devenir l'objet d'un jeu enfantin de renvoi de responsabilité sur un aréopage qui n'a jamais fait montre ni de son utilité ni de son efficacité dans la gestion de la COVID depuis plus de deux années ?** C'est dire combien ce Gouvernement s'est plombé les ailes avec ses mensonges, ses choix, ses méthodes, ses hésitations, son entourage et ses erreurs jusqu'à son impasse.

Un gouvernement aux abois, sans aucune dimension politique et constitutif d'un système mourant qui s'accroche malgré le déclin grâce aux contre-vérités économiques et géopolitiques, aux absurdités pseudo-scientifiques et à la phobie permanente distillées par des médias de grandes audiences incapables, désormais, de discerner le coco de l'abricot-pays à force de délirer sur les plateaux.

Le Ministre de la Santé, lorsqu'il affirmait attendre l'avis de la Haute Autorité de Santé, connaissait déjà la réponse de cette dernière qui tomba officiellement en peu de temps. Le Ministre délégué à l'Outre-mer, malgré son apparence de candide devant la presse locale, en savait tout autant mais il fallait qu'il vienne faire croire que le Gouvernement veut changer de méthode avec la Guadeloupe... **La FSAS avait bien compris ce jeu vicieux.**

Quant aux politiques, il faut reconnaître à certains – dont des députés Guadeloupéens – un début de courage pour demander l'arrêt de la suspension des personnels « non-vaccinés ». Mais le cas du Sénateur LUREL attire notre attention de par le fait qu'il dit être pour la réintégration du « personnel périphérique » - c'est-à-dire n'étant pas en contact direct avec les patients – mais **contre la réintégration des soignants au chevet des patients**. En somme, Pour Victorin LUREL et dans la suite logique de son mentor Macron, après avoir structuré le clivage « provax » versus « antivax » il serait temps d'en faire autant entre les corps de métiers au sein des Etablissements.

Quant aux déclarations intempestives du très controversé Conseil Scientifique – juste avant de rendre son tablier, de la fantomatique Académie de médecine et surtout de la Haute Autorité de Santé revenue d'outre-tombe, on se serait cru dans une bulle papale qui, en lieu et place d'un raisonnement rationnelle et scientifique, fait appel à une moralisation méprisante et inquiétante à l'endroit des soignants. L'un des membres de l'H.A.S. déclare même que « *Le rôle d'un soignant est celui d'être un exemple et de participer à l'effort collectif* ».

Quand on sait que sur les questions de morale, d'exemplarité et d'effort, il y a beaucoup à dire et à redire sur ces instances permanentes ou ad hoc, il y a de quoi en rire mais le sérieux de cette affaire nous oblige à préférer y voir une énième erreur systémique pour couvrir les fautes de ce Gouvernement.

Le résultat de cette mise en scène burlesque est la « décision » inhumaine du Gouvernement de refuser la réintégration des soignants et accompagnants sociaux refusant de se plier à un essai clinique à grande échelle. Beaucoup sont déçus mais, paradoxalement, cette mascarade démontre bien à quel point ce Gouvernement est acculé parce que dogmatique, pourtant rien n'est perdu. Mais sur quoi se fonde précisément cette décision ? Mises à part les leçons de moral, la science et la médecine –stricto sensu – n'en sont aucunement le fondement et pour cause :

- **L'argument du soignant non-transmissible ne tient pas** puisqu'on sait que le soignant « vacciné » est aussi transmetteur.
- **L'argument de la protection contre les formes graves ne tient pas** puisque l'on sait que les « vaccinés » peuvent développer les formes graves.
- **L'argument du nombre élevé de « non-vaccinés » en réanimation ne tient plus**, il n'y a qu'à voir le changement de communication du gouvernement qui ne s'avise plus à affirmer « *On peut discuter de tout sauf des chiffres* »... La raison est simple, les chiffres officiels démontrent le contraire.
- **L'argument de l'ultime solution du tout-vaccination ne tient pas**, puisque d'autres expériences appliquées dans d'autres pays ont démontré le contraire jusqu'à mettre en exergue que, hormis Cuba qui a fait le choix d'un vaccin classique et de traitements, tous les pays qui ont fait ce choix subissent un regain de la pandémie.
- **L'argument de l'absence de traitements est faux**, les pays qui ont fait le choix de traiter en repositionnant des molécules connues ou en développant de nouvelles s'en sortent mieux et sans regain. A ce propos, il est bon de rappeler l'expérience mortifère et onéreuse du *Remdésivir* pour combattre le professeur Raoult et celui, plus récemment, de l'échec patent du « traitement » de Pfizer et autres tentatives à base d'anticorps monoclonaux qui sont là pour démontrer que cette gestion est idéologique et non politique... Seuls les intérêts économiques des gros laboratoires priment.

En conséquence de quoi,

Sachant que le Professeur DELFRAISSY en personne - placé à la tête du Conseil Scientifique, a fini par reconnaître que l'injection ARNm n'est pas un vaccin mais un traitement et que ce conseil ad hoc n'est désormais plus, puisque les chiffres officiels démontrent que la pandémie s'éloigne.

Sachant que les scientifiques sud-africains qui ont découvert les nouveaux sous-variants ont aussi donné la preuve qu'ils n'étaient pas d'une grande dangerosité de par l'expérience sud-africaine, contrairement à la politique de terrorisme sanitaire du Gouvernement.

Sachant que la question centrale reste les moyens humains, médicaux, matériels et financiers des hôpitaux publics – en particulier - et de la santé publique – en général.

Sachant que de plus en plus de voix s'élèvent pour la réintégration des professionnels démontrant qu'il n'y a pas – et c'est le fondement même de l'esprit scientifique – de consensus scientifique contrairement aux élucubrations des derniers mohicans de cette gestion sanitaire.

Sachant que la très grande majorité des professionnels qui ont « joué le jeu » en acceptant de se plier à la loi sur l'obligation vaccinale – volontairement ou sous la contrainte économique, doutent de plus en plus ou, pour certains, sont en arrêt longue maladie voire démissionnaires.

Sachant que les leçons de morale ne peuvent avoir leur place dans ce débat, d'autant que cette gestion sanitaire a détruit la déontologie et la confiance et exploser la société par des clivages insensés et infondés.

Sachant que le clivage entre « vaccinés » et « non-vaccinés », y compris entre professionnels, est une pure et machiavélique élaboration du gouvernement, via Mac Kinsey, selon l'adage « *diviser pour mieux régner* ».

Sachant que certains Pays anglo-saxons connaissent une démission en cascade de hauts responsables sanitaires – las d'avoir cautionné cette gestion.

Sachant que la science et la médecine seront les plus grandes perdantes de cette gestion sanitaire, fautes de courage.

Sachant que la digue se fissure de plus en plus malgré les colossaux moyens financiers des milliardaires qui sont investis pour la contenir.

La FSAS condamne fermement le positionnement immature et dangereux du gouvernement qui joue la montre et repousse une décision qui relève de l'évidence même. **Les professionnels suspendus doivent être réintégrés au plus-tôt pour aider à bâtir une santé adaptée et au seul profit de la population Guadeloupéenne.**

La FSAS revendique une autre orientation sanitaire pour l'Archipel qui passe par :

- L'arrêt de l'obligation vaccinale et la réintégration du personnel suspendu (Public, privé et libéral).
- La formation de jeunes aux métiers sanitaires en soulignant les spécialités manquantes.
- La remise en question de toutes les réformes appliquées depuis le Gouvernement Sarkozy.
- L'abolition des A.R.S. au profit d'une véritable Direction Territoriale de la santé et du médicosocial.
- L'arrêt immédiat de la T2A et la révision à la hausse du coefficient correcteur.
- L'abandon du G.H.T. au profit d'une réorganisation coopérative hospitalière et non centralisatrice.
- La redéfinition de l'action sanitaire en subdivisant le territoire pour rapprocher le soin de la population.
- La sanctuarisation le nord-ouest de la Basse-Terre et ses hôpitaux (C.H.L.D.B. et C.H.M.S.) - de par sa stabilité géologique - comme repli sanitaire en cas de grande crise tellurique.
- Le renforcement des hôpitaux de Saint-Martin et de Marie-Galante, si la télémédecine est une avancée elle ne peut être considérée comme la panacée sur des îles à risques majeurs.
- Le renforcement de la psychiatrie et de ces structures extrahospitalières.
- La mise en place d'un véritable secteur gériatrique et gérontologique autour de Palais-Royal.
- L'articulation plus efficiente entre le sanitaire et le médicosocial.
- Une véritable réparation du scandale de la chlordécone.
- Le maintien et le renforcement des C.H.S.C.T., véritable contre-pouvoir du personnel soignant au profit des soignés.

La FSAS dénonce l'argument stupide et inhumain qui consiste à réduire et minimiser le nombre de suspendus à un pourcentage, peu importe le quotient, nonobstant la souffrance humaine de milliers de personnes.

La FSAS déclare que tous ceux qui ont soutenu et qui soutiennent encore cette folie insensée portent une responsabilité morale et historique qu'ils vont devoir assumer.

Notre humanité n'a pas encore dit son dernier mot !

Pour la FSAS,
Le Secrétaire Général,



Philippe BELAIR

Basse-Terre, le 23 Juillet 2022